



## **Forum des Maires II sur la Mobilité, la Migration et le Développement**

### **Session I: Protection, reconnaissance et droits d'accès aux services**

---

#### **Quelques bonnes pratiques de**

#### **La Conférence sur les Migrants et les Villes**

**&**

#### ***Etat de la migration dans le monde 2015<sup>1</sup>***

#### ***Les migrants et les villes: de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité, 2015***

#### **Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

### **Introduction**

La migration et la mobilité urbaines recouvrent une diversité de mouvements de population engendrés pour toutes sortes de raisons et dont la durée est variable. La plupart d'entre eux s'effectuent sur de courtes distances et à l'intérieur des frontières nationales. Quelle que soit leur nature, ils sont motivés par l'espoir de bénéficier de services plus variés et d'accéder à de meilleures infrastructures et à davantage de débouchés rémunérateurs, afin de s'assurer des moyens de subsistance plus satisfaisants et plus sûrs. Lorsque la migration urbaine est bien gérée, elle peut enclencher une dynamique sociale et économique qui renforce la capacité des migrants urbains à faire face aux crises et aux difficultés. Cependant, les mouvements vers les villes ne sont pas sans risques sociaux. Non gérée, la migration urbaine peut contribuer à la pénurie d'infrastructures, de logements et de services, et aggraver les problèmes financiers et les difficultés de résultats des institutions locales. Quand les capacités des autorités municipales et des marchés urbains ne permettent pas de fournir des emplois en nombre suffisant, des réseaux d'eau et d'assainissement adéquats, des logements décents, des transports efficaces et des soins de santé de qualité, certaines catégories de population sont marginalisées et encore plus fragiles.

### **Les défis**

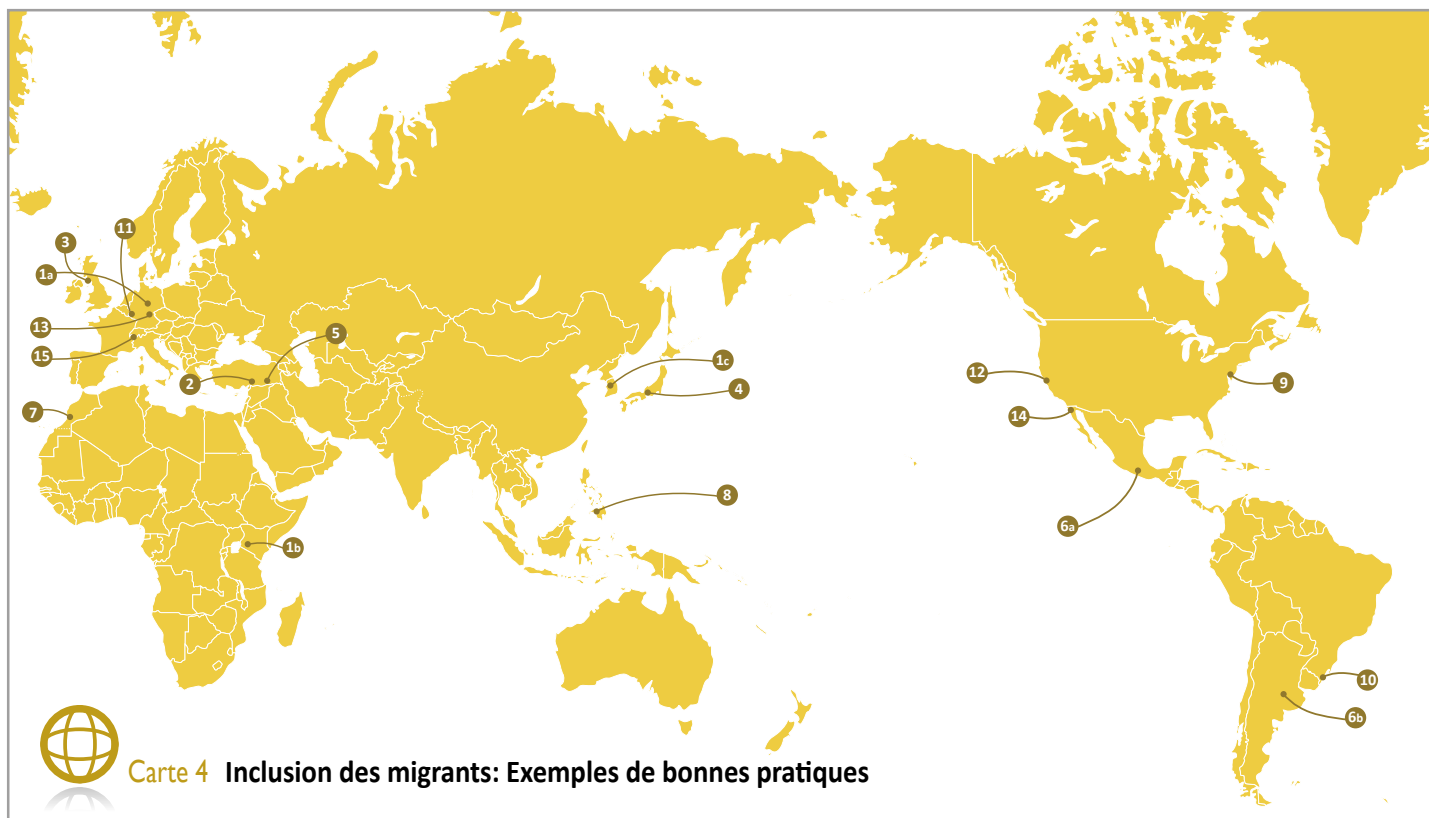
Les migrants se heurtent fréquemment à des obstacles juridiques, culturels et sociaux pour accéder à l'ensemble des ressources, des services et des facilités que les villes peuvent offrir, notamment les dispositifs officiels en matière de logement, d'emploi, de santé, d'éducation et d'aide sociale. En conséquence, ils sont souvent contraints de vivre en situation d'exclusion, de ségrégation et de vulnérabilité. L'accès limité des migrants aux ressources et aux facilités essentielles est lié aux obstacles socioéconomiques, culturels et politiques nés de l'interaction entre, d'un côté, les politiques, les institutions et les marchés de la région de destination et, de l'autre, le profil, l'expérience et les sensibilités des migrants.

---

<sup>1</sup> <https://www.iom.int/world-migration-report-2015>

Les obstacles les plus fréquents sont les suivants :

- Barrières linguistiques: La méconnaissance de la langue peut entraver l'accès aux marchés locaux (en particulier au marché du travail), à l'information (notamment aux alertes en cas de catastrophe), aux soins de santé et à l'éducation, et empêcher de comprendre les règles administratives qui régissent le quotidien. Les barrières linguistiques sont sans rapport avec la dimension interne ou internationale de la migration: elles peuvent exister dans un pays multilingue, ou être inexistantes en cas de migration internationale entre deux pays parlant la même langue.
- Obstacles juridiques et administratifs: Les dispositions législatives et réglementaires peuvent exclure l'ensemble des groupes de migrants ou certains d'entre eux de l'accès officiel au logement, à l'emploi, à la santé, à l'éducation ou encore à l'assistance et à l'aide au relèvement en cas de catastrophe. Si ce genre de situations sont souvent le fait de politiques réglementant l'immigration, elles peuvent aussi résulter d'obligations en matière d'enregistrement imposées aux migrants urbains internes.
- Accès aux réseaux sociaux réduit: Quitter le lieu d'origine désorganise souvent les liens familiaux et communautaires qui contribuent aux revenus, à la santé, à la garde des enfants et à l'éducation, et qui apportent un soutien affectif et d'autres ressources permettant de faire face aux difficultés. Ces formes de capital social sont généralement moins répandues dans les zones urbaines de destination. Cependant, les attaches et relations sociales avec des personnes des mêmes régions d'origine et avec les réseaux fondés sur la parenté, l'origine ou l'appartenance ethnique dans les zones de destination contribuent dans une large mesure à la résilience des migrants urbains, et influent souvent de manière déterminante sur leur décision de migrer.
- Connaissance insuffisante du contexte environnemental et social local: Qui dit quitter son lieu d'origine dit également perdre ses repères, un savoir qui pourrait bien ne pas être remplacé, du moins à court terme, par un niveau équivalent de connaissance de l'environnement de destination. Cela peut se traduire par une méconnaissance des ressources disponibles et des possibilités locales (comme les dispositifs en place en matière de logement, de santé et d'aide sociale), de la marche à suivre pour y accéder, ainsi que des risques locaux (violence, maladie, glissements de terrain ou inondations, par exemple). Ce double problème peut aboutir à des schémas d'exclusion et de risque particuliers pour les nouveaux venus.
- Compétences inadaptées aux marchés du travail urbains: Les marchés du travail urbains peuvent exiger des profils de compétences radicalement différents de ceux des régions d'origine. Les nouveaux venus risquent donc de rencontrer certaines difficultés pour trouver une activité rémunératrice et d'être confrontés au chômage et à la déqualification. Ces risques sont plus grands dans le cas des mouvements ruraux-urbains que dans le sens inverse. Parfois, un profil de compétences différent peut être un avantage s'il vient combler des lacunes locales.
- Manque de représentation, discrimination et xénophobie: Le manque de représentation politique se traduit par la non-prise en compte des besoins et des capacités des communautés de migrants dans les processus décisionnels. Parfois, un environnement ouvertement hostile peut exclure les migrants de l'accès aux ressources et services essentiels (logement, emploi et santé) ou les exposer à des risques liés à leur statut migratoire (violence xénophobe).



Carte 4 Inclusion des migrants: Exemples de bonnes pratiques

**1** a) Berlin et autres villes allemandes, b) Nairobi (Kenya), c) Séoul (République de Corée)

**Encadré 13 : Exemples de partenariats fructueux dans le domaine de la santé**

Des réseaux de médecins bénévoles fournissent des services médicaux dans des grandes villes allemandes. Grâce à un centre de santé communautaire, des habitants de Nairobi bénéficient de soins de santé de proximité. L'accès aux soins de santé des migrants dépourvus de documents est facilité à Séoul.

**6** a) Mexique, b) Argentine

**Encadré 18 : Politique d'investissement des rapatriements des fonds au Mexique et en Argentine**

Les migrants mexicains résidant au Texas contribuent aux travaux d'amélioration entrepris dans leur région d'origine avec l'aide financière du Gouvernement mexicain. En Bolivie, le Gouvernement argentin soutient une coopération qui met en œuvre des projets d'amélioration des infrastructures publiques à Toropalca.

**11** Rotterdam (Pays-Bas)

**Encadré 23 : Partenariats ville entreprises à Rotterdam (Pays-Bas)**

Rotterdam a mis en place un partenariat officiel entre la ville et le secteur privé pour améliorer la situation du marché du travail dans la ville ainsi que la participation des migrants au marché du travail.

**2** Gaziantep (Turquie)

**Encadré 15 : Gaziantep (Turquie) : Un exemple d'inclusion**

Avec l'aide des communautés locales, la municipalité a adopté un programme global destiné aux Syriens déplacés par le conflit, qui fournit une aide appropriée et un soutien à l'intégration sans compromettre le bien être des communautés d'accueil.

**7** Villes de transit au Maroc

**Encadré 29 : Nécessité d'améliorer la gouvernance nationale et locale en matière de gestion des migrations au Maroc**

Le Gouvernement du Maroc a adopté une politique d'immigration destinée à mieux tenir compte des droits fondamentaux des migrants et à fournir des services à l'appui des villes qui accueillent un nombre croissant de migrants de transit.

**12** San Francisco et les autres villes sanctuaires aux Etats Unis d'Amérique

**Encadré 27 : Une tradition de protection dans les villes carrefours des Etats-Unis**

Certaines villes des Etats Unis d'Amérique ne cherchent pas à obtenir des renseignements sur le statut des personnes au regard de la législation sur l'immigration, ce qui témoigne d'une attitude plus accueillante à l'égard des nouveaux venus. La plupart des villes carrefours appliquent leur politique en vertu de dispositions officielles ou par la force de l'habitude.

**3** Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni)

**Encadré 24 : Programme d'entrepreneuriat ethnique à Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni)**

Créé en 2005, le Glasgow Business Gateway emploie un spécialiste des questions ethniques pour étudier et surmonter les obstacles au travail indépendant et pour contribuer à la promotion de stratégies d'intégration dans la société écossaise par la création d'entreprises.

**8** Naga (Philippines)

**Encadré 25 : Intégration de la migration dans la planification du développement local à Naga (Philippines)**

Naga est à la tête des mesures visant à intégrer la migration et le développement dans sa planification locale en mettant en œuvre divers projets avec des partenaires de recherche locaux et des organismes internationaux, tels que l'OIM.

**13** Stuttgart (Allemagne)

**Encadré 28 : Stuttgart (Allemagne) : une ville interculturelle accueillante et participative**

Stuttgart est un centre culturel et économique en Europe qui accueille des migrants originaires de plus de 180 pays et qui représente 40 % de sa population. Ceux ci participent activement aux programmes d'intégration, en qualité de collaborateurs ou d'employés municipaux.

**4** Hamamatsu et d'autres villes du Japon

**Encadré 6 : Migration et localités au Japon : Le Comité des localités à forte concentration de population étrangère**

Créé en 2001, le Comité promeut l'intégration des migrants par l'emploi et un soutien linguistique, par des mesures visant à faciliter l'éducation des enfants de migrants et à promouvoir la compréhension culturelle parmi les communautés d'accueil.

**9** New York (Etats Unis d'Amérique)

**Encadré 1 : L'immigration à New York : Utilisation de l'American Community Survey**

L'American Community Survey, une enquête annuelle, livre des informations sur les 3,1 millions d'immigrants qui vivent à New York, soit 37 % des habitants de la ville (8,4 millions). Elle est largement utilisée par la municipalité et ses communautés.

**14** Tijuana (Mexique)

**Encadré 5 : Une ville qui vient en aide aux migrants de retour ou en transit, Tijuana (Mexique)**

Créé en 2013, le Conseil étatique chargé des migrants aide les migrants qui retournent à Tijuana au départ des Etats Unis, ainsi que les migrants en transit.

**5** Mardin (Turquie)

**Encadré 31 : Mardin (Turquie) : une ville régénérée par ses migrants**

Des migrants originaires de Mardin et résidant dans diverses villes d'Europe aident leur ville d'origine à se doter d'une stature mondiale en promouvant son histoire, sa culture, sa richesse religieuse et sa valeur socioéconomique, avec l'appui des dirigeants de la ville.

**10** Porto Alegre (Brésil)

**Encadré 30 : Budgetisation participative et inclusion des migrants à Porto Alegre (Brésil)**

Porto Alegre, dans le sud du Brésil, contribue à l'inclusion sociale en associant divers groupes, y compris des migrants internes, à la mise en place des infrastructures et des institutions de la ville. A ce jour, 15 000 résidents participent au processus budgétaire chaque année.

**15** Vaud (Suisse)

**Encadré 22 : Programme d'intégration cantonal vaudois (Suisse) : enjeux et objectifs d'une politique publique**

Le canton de Vaud, qui fait partie des trois cantons de Suisse enregistrant la plus forte proportion de population étrangère (32 %) a mis en place une politique publique d'intégration qu'elle met en œuvre en partenariat étroit avec des associations de migrants.

---

### ***La Province de Pichincha promeut les droits humains des migrants***

*La Province de Pichincha promeut les droits des migrants, garantis par la Constitution de l'Équateur, de par sa Division pour la Mobilité Humaine, qui fait partie du Secrétariat pour le Développement Humain et de l'Environnement. La promotion des droits des migrants se fait à travers leur intégration sociale, culturelle et économique, avec assistance en cas de violation de leurs droits.*

---

## **Conclusion**

La participation et l'inclusion des migrants dans leur ville d'accueil sont indispensables si l'on veut bâtir des communautés stables, ouvertes et dynamiques qui garantissent l'avenir socioéconomique du pays. La fourniture d'infrastructures et de services adaptés à des populations diverses et croissantes est le plus grand défi auquel la gouvernance urbaine est confrontée. Selon une étude récente, il existe une étroite corrélation entre une bonne fourniture de services et le développement urbain dans toutes les grandes économies émergentes (EPF et CIRD, 2013). Aujourd'hui, grâce à une gouvernance urbaine plus soucieuse d'inclusion, les villes peuvent relier la cohésion sociale locale à la croissance économique et à la compétitivité mondiale (Metropolis, 2011).

Les villes peuvent élargir considérablement l'accès des migrants aux ressources, facilités et services essentiels. Pour la plupart des migrants, l'installation dans une ville est une décision judicieuse pour améliorer leur bien-être et leur résilience. Cependant, et surtout si elle est mal gérée, la migration peut aboutir à des situations d'exclusion et de vulnérabilité pour les personnes qui migrent et les communautés qui les accueillent. Les migrants doivent fréquemment faire face à des obstacles qui débouchent sur des schémas de marginalisation particuliers. En conséquence, ils finissent souvent par être surreprésentés parmi les groupes sociaux les plus faibles et les plus vulnérables au sein des communautés urbaines – ceux qui sont les plus exposés aux aléas d'origine naturelle ou humaine.

Dans le même temps, des exemples du monde entier montrent qu'une bonne planification, conjuguée à une coordination locale, peut aider à atténuer ces risques. Les politiques soucieuses d'inclusion contribuent grandement à la résilience des migrants, et des migrants résilients contribuent à la réduction des risques, tant pour les communautés d'origine que pour les communautés de destination. Les échanges de ressources matérielles et immatérielles que la migration favorise permettent de créer des établissements humains plus riches, et dynamiques sur les plans social, culturel et économique. D'où la nécessité d'associer un urbanisme volontariste et inclusif à l'échelle locale et des politiques avisées de gestion de la mobilité à l'échelle nationale, non seulement pour prévenir les vulnérabilités potentielles liées aux mouvements vers les villes, mais aussi pour mettre à profit les possibilités de renforcement de la résilience et d'amélioration du bien-être des migrants.